



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat Général

**Direction de la Coordination
et de l'Appui Territorial**

Bureau des enquêtes publiques
Et de l'environnement

ARRÊTÉ DCAT/ BEPE/ N°2020- 112

en date du 06 JUL 2020

**Complémentaire à l'arrêté n°2019-DCAT-BEPE-117 du 9 avril 2019 autorisant la société SUEZ
RV Nord-Est à étendre son installation de stockage de déchets non dangereux sur le
territoire de la commune de TETING SUR NIED**

**LE PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU le Code de l'environnement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements, notamment son article 45 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau, ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;

VU l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence ;

VU l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

VU l'arrêté préfectoral DCL n° 2018- A-16 du 10 avril 2018 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier DELCAYROU, Secrétaire Général de la préfecture de Moselle

VU l'arrêté préfectoral n°2007-DEDD/IC-73 du 8 mars 2007 autorisant la société SITA Lorraine à poursuivre l'exploitation du centre de stockage de déchets non dangereux et à exploiter un centre de regroupement/transit de déchets sur le territoire de la commune de TETING-SUR-NIED ;

VU l'arrêté préfectoral n°2019-DCAT-BEPE-117 du 9 avril 2019 complémentaire à l'arrêté n°2007-DEDD/IC-73 du 8 mars 2007 autorisant la société SUEZ RV Nord-Est à étendre son installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de TETING SUR NIED ;

VU le porter à connaissance de la société SUEZ RV Nord Est en date du 10 décembre 2019 demandant des modifications des conditions d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux de TETING SUR NIED ;

CONSIDERANT que la modification demandée est une modification notable non substantielle ;

CONSIDERANT que le projet Valorix permettra de traiter le biogaz émis par les installations de stockage de déchets non dangereux en réalisant une récupération de la chaleur des fumées ;

CONSIDERANT qu'aucun risque nouveau n'est créé par l'installation de l'unité Valorix ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'encadrer l'exploitation de l'unité Valorix sur le site de TETING SUR NIED ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Moselle ;

A R R E T E

Article 1er

Les prescriptions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral n°2019-DCAT-BEPE-117 du 9 avril 2019 sont supprimées et remplacées par les prescriptions suivantes :

« L'installation de traitement des lixiviats par évapoconcentration ne produit aucun rejet atmosphérique hormis la vapeur d'eau produite par la tour aéroréfrigérante.

Les rejets canalisés autorisés sont les cheminées du moteur de valorisation du biogaz GM3 et de l'unité de valorisation thermique Valorix, les torchères BG 2000 et BG 1000. Le débit des effluents gazeux est exprimé en Nm³/h.

Afin de s'assurer de l'efficacité du filtre à charbon actif utilisé dans le traitement du biogaz en amont de sa combustion, l'exploitant réalise :

- à l'entrée du moteur GM3 et du Valorix :

- de façon hebdomadaire, un dosage de H₂S par colorimétrie,
- de façon mensuelle, des analyses de H₂S dans des poches de biogaz prélevées par un laboratoire externe.

- à l'entrée de GM3 :

- des analyses hebdomadaires sur les huiles moteurs permettant de vérifier l'efficacité de l'épuration du biogaz,
- des mesures en continu de la concentration en H₂S en sortie de filtre.

La détection d'H₂S dans les analyses déclenche le renouvellement du volume de charbon actif saturé dans les plus brefs délais selon une procédure interne. »

Article 2

Les prescriptions de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n°2019-DCAT-BEPE-117 du 9 avril 2019 sont supprimées et remplacées par les prescriptions suivantes :

« Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ sur gaz sec de 5 %.

Les rejets du moteur GM3 respectent les Valeurs Limites Suivantes :

Paramètres	Concentration en mg/Nm3	Flux total en kg/h
Poussières totales	150	0,76
CO	1200	6,11
COV non méthaniques	50	0,25
NOx	525	2,67

Les torchères et le Valorix sont conçus de manière à assurer que les gaz de combustion soient portés à 900 °C pendant au moins 0,3 seconde. Les rejets issus des torchères et du Valorix respectent les Valeurs Limites d'Emission suivantes à une teneur en O₂ sur gaz sec de 11 % :

- SO₂ : 300 mg/Nm³
- CO : 150 mg/Nm³. »

Article 3

Les prescriptions de l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2019-DCAT-BEPE-117 du 9 avril 2019 sont supprimées et remplacées par les prescriptions suivantes :

« Les mesures portent sur les rejets des moteurs, des torchères et du Valorix.

Les mesures sur les rejets de moteurs sont réalisés tous les trois ans, les mesures sur les rejets des torchères et du Valorix sont réalisées annuellement ou toutes les 4 500 heures de fonctionnement sur l'ensemble des paramètres réglementés à l'article 3.2.3.

L'exploitant mesure en continu la vitesse d'éjection des gaz en sortie des moteurs, torchères et du Valorix ainsi que la température de gaz de combustion des torchères et du Valorix.

L'exploitant s'assure du bon traitement du biogaz en amont de sa combustion via les dispositions prévues à l'article 3.2.2 du présent arrêté. Les résultats sont tenus à la disposition de l'Inspection et intégrés aux bilans trimestriels. »

Article 4 : Délais et voies de recours

En application de l'article R 181-50 du code de l'environnement :

"Les décisions mentionnées aux articles [L. 181-12](#) à [L. 181-15](#) peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#), dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article [R. 181-44](#) ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°."

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télerecours depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

Article 5 : Information des tiers

1) une copie du présent arrêté sera déposée dans la mairie de TETING SUR NIED et pourra y être consultée par toute personne intéressée ;

2) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché pendant une durée minimum d'un mois dans la mairie de la commune susvisée ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de la commune susvisée et adressé à la préfecture.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.


3) un avis sera inséré sur le portail internet des services de l'Etat en Moselle (*publications - publicité légale installations classées et hors installations classées – Arrondissement de Forbach-Boulay-Moselle*) pendant un mois au moins.

Article 6 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le maire de TETING SUR NIED, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société SUEZ RV NORD EST dont copie est adressée pour information à Madame le Sous-Préfet de l'arrondissement de FORBACH-BOULAY-MOSELLE

Fait à Metz, le 06 JUL. 2020

Le Préfet
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général



Olivier DELCAYROU